

Que peut gagner l'Iran ?

Jean-François Leguil-Bayart

▶ **To cite this version:**

Jean-François Leguil-Bayart. Que peut gagner l'Iran ?. Critique Internationale, 2002, 14, pp.22-24. 10.3917/crii.014.0007 . hal-01017601

HAL Id: hal-01017601
https://sciencespo.hal.science/hal-01017601

Submitted on 2 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

travail et payé l'armement. Moscou fait le calcul que les Américains quitteront l'Asie centrale dès l'affaire afghane réglée, c'est-à-dire dès que le régime des Taliban se sera effondré et que Ben Laden sera mort ou hors du pays. Ce retrait américain permettra à Moscou de redevenir la seule vraie grande puissance de la région, mais cette fois de telle manière que sa présence sera plutôt souhaitée que combattue par les Américains. Car, sur le fond, la décision de Poutine lui a permis d'affirmer un autre choix spectaculaire : celui de l'Occident contre tout tiers-mondisme ou autre eurasianisme. Moscou se range dans le camp de l'Europe, et n'offre plus de troisième voie à tout ce que le monde compte de contestataires de l'hégémonie américaine. Au-delà de l'effet d'opportunité, c'est un changement stratégique qui s'annonce, ou plutôt qui est annoncé par le président Poutine lui-même, lequel a gagné dans cette affaire une image d'homme d'État et de fin politique.

La campagne d'Afghanistan n'a donc pas modifié la géostratégie de l'Asie centrale, mais en a confirmé les grandes tendances : enracinement des indépendances et des nationalismes, retour en douceur de la Russie, profil bas des Occidentaux et absence d'enjeux pétroliers, contrairement à pas mal d'idées reçues[8]. Il n'y a pas de retour du Grand Jeu, car il n'y a pas de rivalité russo-américaine en Asie centrale, au grand dam de certaines républiques, qui auraient bien aimé en profiter. ■

Que peut gagner l'Iran ?

par Jean-François Bayart

La République islamique d'Iran a pu trouver quelque avantage dans les événements dramatiques du 11 septembre et dans leurs conséquences immédiates. Elle y a tout d'abord gagné en respectabilité. L'Iran a été l'un des rares pays musulmans dont l'opinion a manifesté une émotion sincère à l'endroit des États-Unis et – hormis les philippiques du Guide de la Révolution – la classe politique n'a pas été en reste : rapporté par un témoin, « le regard plein de compassion du ministre iranien vers la délégation américaine », lors de la réunion du groupe « 6 + 2 » aux Nations unies, le 12 novembre, quand a été annoncé l'accident aérien de Queens, n'a sans doute pas été que de pure convenance. Il a été d'autant plus facile à la République islamique de faire entendre sa différence qu'elle a elle-même payé un lourd tribut à l'extrémisme taliban et que, depuis 1997, la volonté insistante de son Président de la République, Mohammad Khatami, de développer le « dialogue entre les civilisations » contraste avec les appels au jihad (ou à la croisade). De tous les pays musulmans, l'Iran était paradoxalement l'un des mieux préparés à éviter le piège

d'un affrontement manichéen entre l'islam et l'Occident, même si sa condamnation du terrorisme peut parfois prêter à sourire.

Sur le front de la bataille des idées, il a été d'emblée une carte maîtresse de la stratégie américaine, fût-ce à son corps défendant : au-delà des prises de position diplomatiques du gouvernement, le calme – voire l'indifférence – de l'opinion, même après les frappes sur l'Afghanistan, a été une ressource de légitimation pour la coalition, bien que la responsabilité d'Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre ou la pureté des intentions de l'administration Bush aient volontiers été mises en doute, comme ailleurs dans le monde musulman.

En outre, la nouvelle donne régionale n'est pas sans bénéfices pour Téhéran. Foyer de radicalisme fondamentaliste sunnite, faux-nez des intérêts pakistanais et saoudiens, pourvoyeur d'un trafic de narcotiques dangereux pour la sécurité et l'équilibre socio-économique des provinces du Khorassan et du Sistan-Baloutchistan, le régime des Taliban a été renversé avec une rapidité que nul n'osait espérer et qui a évité un afflux massif de réfugiés afghans. Mieux encore, il l'a été en partie au profit de l'Alliance du Nord, qu'appuyait en sous-main le gouvernement iranien, de concert avec la Russie et l'Inde : son entrée dans Kaboul, au grand dam du Pakistan, constitue une divine surprise. Téhéran peut également se féliciter du rôle qui semble réservé à l'ONU dans le règlement politique de la crise, et se réjouir de voir prise en compte au moins une partie de ses vues sur l'avenir de l'Afghanistan. Ses entreprises, notamment de travaux publics, et ses commerçants comptent bien tirer bénéfice de la reconstruction. *Last but not least*, la levée des sanctions américaines contre le Pakistan et l'Inde, en mettant à mal le Traité de non-prolifération, est de nature à conforter l'Iran, qui en est signataire mais poursuit selon toute vraisemblance son propre programme d'armement nucléaire.

Néanmoins, l'« effet d'aubaine » pour la République islamique a ses limites. Cette dernière avait, au fond, les mêmes objectifs stratégiques qu'Oussama Ben Laden, bien qu'elle ne les poursuivît pas de la même façon : à savoir le retrait du Golfe de la puissance militaire américaine, l'affaiblissement – sinon le renversement – de la monarchie saoudienne, la mise en échec d'Israël. Or la crise a permis l'implantation plus ou moins durable des États-Unis au Pakistan, en Afghanistan et en Asie centrale. La classe politique et l'opinion publique iraniennes sont au demeurant convaincues que telle a été l'*ultima ratio* de la stratégie adoptée par l'administration Bush, en marge des nécessités de la légitime défense. Pour un pays campé dans ses alarmes obsidionales, parfois proches de la paranoïa, ce n'est point une bonne nouvelle. Et ce d'autant moins que le rapprochement spectaculaire de la Russie et des États-Unis risque de priver à terme l'Iran d'une source précieuse d'approvisionnement en armes modernes et de coopération nucléaire. Par ailleurs, le retour, même symbolique, de Zaher Shah sur le devant de la scène est un sujet d'embarras pour la sensibilité républicaine du régime iranien, à un moment où la

radio-télévision monarchiste NITV, émettant de Los Angeles, semble avoir trouvé quelque audience à l'occasion des mouvements de foule qui ont ponctué la saison footballistique dans la plupart des villes du pays. Plus fondamentalement, les dirigeants de la République islamique craignent confusément d'être emportés par une vague d'*américanomania* qui serait susceptible d'éclore à la faveur d'un rapprochement trop marqué avec Washington : les transformations sociales, la montée en puissance de la jeunesse, l'engouement pour la culture « globale » largement perçue à travers le prisme de l'*American way of life*, la conviction diffuse que l'Amérique est décidément le seul partenaire digne de l'Iran, l'intensité des échanges économiques, financiers et familiaux entre la diaspora installée en Californie et la mère-patrie font de la réconciliation une inconnue d'autant plus redoutable qu'elle a été longtemps différée.

Car telle est bien la clef du problème. L'Iran ne profitera réellement de la nouvelle donne que si celle-ci lui permet de se réinsérer dans le jeu international comme un partenaire à part entière, et ceci suppose la normalisation de ses relations avec les États-Unis. L'administration Bush ne lui a sans doute pas facilité la tâche en lui soumettant trop directement et rapidement une liste de demandes à satisfaire sitôt qu'il se fut rangé parmi les contempteurs de l'attaque du 11 septembre. C'était aller un peu vite en besogne et faire fi des rancœurs ou des suspicions accumulées depuis la Révolution : après vingt ans de divorce, il était malséant de s'enquérir aussi précipitamment de la chambre à coucher pour consommer les retrouvailles. Le raidissement du Guide de la Révolution, qui en quelques semaines est passé du refus de coopérer au refus de dialoguer, s'explique probablement de la sorte et, si l'on en croit certains indices, traduit moins l'obstination personnelle d'un conservateur acariâtre que le fruit d'un compromis ou d'un arbitrage élaboré au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale. En bref, la République islamique a eu peur de se laisser entraîner dans un processus qu'elle n'aurait contrôlé ni sur le plan diplomatique ni sur le plan intérieur. De ce point de vue, les différences de ton entre Mohammad Khatami et Ali Khamenei ne trahissent pas tant une divergence de vues entre conservateurs et réformateurs que la complémentarité traditionnelle entre deux positions institutionnelles distinctes : le Guide de la Révolution était déjà coutumier de ce jeu de rôles avec Hachemi Rafsandjani. ■